

Le successeur de M. Krassine

Christian Rakovsky

Source : «L'Écho de Paris», 20 octobre 1923, pp. 1-2.

Londres, 19 octobre. – On assiste à un nouvel élan de l'activité du gouvernement soviétique. Après avoir mené, l'an dernier, la lutte sur le terrain politique contre la Pologne, à Lausanne notamment, c'est aujourd'hui sur le terrain économique qu'il paraît se placer le plus volontiers.

Tandis que M. Schermann [[Sheinman](#)], directeur de la Banque d'État soviétique, échafaude à Paris mille combinaisons, la délégation commerciale russe à Londres vient de conclure un important accord avec plusieurs firmes anglaises pour l'exportation des blés, accord préparé sans doute par le voyage récent en Russie d'une mission d'hommes d'affaires britanniques que dirigeait le propre cousin de [M. Baldwin](#). L'Angleterre, en effet, devant la crise terrible de son chômage et la perte de ses débouchés continentaux, se montre anxieuse de retrouver ses anciens marchés dont le défaut se fait tellement sentir à ses industries. Cela peut expliquer qu'elle passe par-dessus certaines répugnances politiques.

Je me suis rendu aujourd'hui au quartier général bolchevique à Londres, pour demander quelques explications à M. Rakowski, qui vient de remplacer [M. Krassine](#), depuis trois semaines.

Le plus aimable des bolcheviks

M. Rakowski peut se piquer d'être le plus aimable des bolcheviks. Il n'a pas hésité le moins du monde à faire des confidences au représentant d'un journal aussi bourgeois que *l'Écho de Paris*. D'ailleurs, je l'ai connu jadis, au temps de la Conférence de Gênes, quand il professait le communisme à l'ombre heureuse des citronniers de Rapallo et qu'il prêchait l'avènement d'une nouvelle Icarie devant la mer violette de la côte ligure.

Christian Rakowski, président des soviets d'Ukraine, était alors le deuxième délégué bolchevik à la foire de Gênes, celui que [Georges Tchitchérine](#) chargeait le plus volontiers de convertir la foule sceptique des journalistes et d'exciter l'avidité des hommes d'affaires. Je le retrouve aujourd'hui à Londres chef de la mission commerciale russe, occupant le même cabinet de New Bond Street où, il y a quelques semaines encore, la sévère figure de l'ingénieur [Krassine](#), aux lèvres minces rongées d'une barbe pâle, mettait une ombre inquiète.

Christian Rakowski, qui vient d'abandonner la succession de Mazeppa pour la vie londonienne, est certes plus aimable que son prédécesseur. Une faconde intarissable, beaucoup d'aplomb, devaient faire réussir, comme propagandiste, ce condottiere du prolétariat, qui porte dans son profil aigu – front chauve balayé d'une mèche rebelle, œil dur, menton volontaire – des ressemblances certaines avec le masque d'un Napoléon pas encore empâté, ou avec celui d'un de Moltke plus gras.

Bulgare de Dobroudja échappé des prisons roumaines pour devenir un des chefs du Directoire soviétique, Rakowski est célèbre par son érudition encyclopédique. On prétend qu'au cours de ses exils et du fond des culs-de-basse-fosse où le malheur des temps capitalistes le jeta, il a trouvé le temps d'apprendre six langues. Il n'ignorait que l'anglais ; aussi l'envoya-t-on à Londres pour l'apprendre,

après qu'il eut triomphé de l'exclusive bruyante que [lord Curzon](#) avait lancée contre lui en raison de plusieurs discours jugés par trop anti-britanniques.

La mission de M. Scheinmann

Sur la mission de M. Scheinmann, M. Rakowski se montre fort discret :

— La Russie, me dit-il, a besoin de capitaux. Elle souhaite la participation française. Si les capitalistes américains ne sont encore actuellement en Russie que dans une période d'exploration, on peut dire cependant que, avec les Anglais et les Allemands, ils se sont familiarisés avec les faits et les choses de Russie.

Au contraire, le fait que l'industrie française est occupée surtout de la reconstruction de ses régions dévastées où elle trouve des débouchés assurés, peut expliquer en partie une indifférence relative qui ne peut avoir qu'un temps. Nous sommes donc disposés à faire des affaires avec la France. M. Scheinmann est à Paris pour négocier, en sa qualité de directeur de la Banque d'État soviétique, plusieurs tractations financières.

— Avec le Lloyd, la Société Générale belge et l'Union Parisienne ?

M. Rakowski sourit et ne répond pas. Quant aux autres buts que l'on a prêtés au voyage de M. Scheinmann, telles que des négociations relatives à la récolte sucrière de l'Ukraine et des négociations pour la vente de 22.000 carats de pierres précieuses, M. Rakowski ne veut rien dire, sauf que « *tout cela a été bien exagéré par la presse* ».

Un cours de finances bolchevistes

M. Rakowski me fait ensuite un petit cours de finances bolchevistes, qu'il m'a été, bien entendu, impossible de vérifier et que je donne à titre documentaire.

— Nous appliquons, me dit-il, un système bi-monétaire qui permet au rouble soviétique de vivre côte à côte avec le tchervonetz. Cette valeur est appelée ainsi en souvenir d'une très ancienne monnaie russe, d'un nom ukrainien, qui veut dire : rouge. Elle est destinée à servir aux échanges commerciaux de quelque importance. Sa circulation au milieu de septembre dernier était de 80 millions de roubles-or, c'est-à-dire qu'il y avait 8 millions de tchervonetz.

En principe, le cours de cette monnaie est garanti pour un quart en or et pour trois quarts en papier de commerce ou en marchandises. Mais la réserve d'or est pratiquement supérieure à la proportion du quart.

Le tchervonetz vaut dix roubles-or, c'est-à-dire, nominalement, un peu plus que la livre, puisque, en 1914, au pair, la livre était cotée 25,25 et les 10 roubles, 26,70.

— Mais, cette monnaie n'est-elle pas dévalorisée déjà dans une proportion de 46 % comme l'avouait la *Revue Économique* ?

— C'est une erreur, proclame M. Rakovski.

Et, le doigt tendu, prenant à témoin quelques *Pravda* qui traînent sur sa table, il m'explique que le 9 octobre, à la Bourse de Moscou, le dollar était coté 965 millions de roubles soviétiques, la livre, 4 milliards 400 millions, et le tchervonetz 4 milliards 825 millions.

M. Rakowski, débordant d'optimisme, me déclare que le tchervonetz subit les variations du change mais qu'il a une tendance à la hausse.

— Nous en usons, d'ailleurs, prudemment, soucieux que nous sommes de ménager le rouble soviétique, son parent pauvre, et de ne pas trop aggraver la différence entre les deux monnaies.

Ainsi, à en croire M. Rakowski, le tchervonetz sera bientôt la monnaie la plus saine de la Terre. Le tchervonetz vaut plus que la livre. C'est ce qu'il fallait démontrer.

M. Rakowski doit être un délicieux humoriste.

Et la créance française ?

J'essaye de faire comprendre à M. Rakowski que toutes les tentatives du gouvernement des soviets pour faire des affaires en France se heurteront aux justes ressentiments des porteurs français dépouillés de leurs milliards.

— La Russie est-elle disposée à reconnaître enfin ses dettes ? M. Rakowski me reprend vivement :

— Nous ne voulons pas régler cette histoire des dettes en nous embarrassant de règles juridiques comme on irait devant le juge de paix pour une affaire de mur mitoyen.

— Un petit compromis ferait bien mieux votre affaire ?

— C'est là une question de fait, et le droit n'a rien à y voir. La Russie soviétique se considère comme une nation victorieuse ayant surmonté mille épreuves. C'est dire qu'elle ne consentira pas à passer par les fourches caudines du capitalisme. Si vous nous réclamez votre créance intégrale, à notre tour, nous vous réclamons des indemnités correspondantes pour les dommages que vous nous avez causés par l'aide à [Koltchak](#) et à [Wrangel](#).

M. Rakowski répudie bien haut toutes les dettes de guerre :

— Cela ne compte pas, dit-il en soulignant son mot d'un geste violent. Quant aux dettes d'avant-guerre, on pourra voir.

Ce n'est pas très encourageant. En somme, les bolcheviks prétendent obtenir de l'épargne française de nouveaux emprunts, sans même rembourser les anciens. Ces gens-là ne doutent de rien. M. Rakowski est lancé et, de sa voix tranchante de professeur, il continue :

Des crédits anglais aux Soviets

— On a raillé beaucoup la théorie communiste, qui accorde à l'État des droits régaliens, une sorte de propriété éminente sur le sol et sur les biens affectés ensuite à titre précaire aux particuliers. Mais, commercialement, nous trouvons là de nombreux avantages. Le monopole supprime l'intermédiaire, facilite les transactions sur une grande échelle et donne aux contrats privés la garantie de l'État.

Cependant, la reconnaissance *de jure* seule peut donner à une nation européenne les garanties de régularités des opérations commerciales. Elles sont d'ailleurs en progrès. Nous venons de passer un contrat provisoire avec un groupe important de capitalistes français pour l'exploitation des terrains pétrolifères dans la région de Grozni [*Grozny*]. Il y a quelque temps, nous avons conclu également avec la Shell pour la vente de 175.000 tonnes de pétrole dans la région de Bakou.

Pour les grains, nous avons exporté environ, dans l'année courante, 50 millions de pounds jusqu'en septembre dernier. Nous comptons quadrupler ce chiffre l'an prochain ; quoique la production, au déciatine, soit inférieure à celle de l'an dernier, nos excédents et l'exploitation d'une superficie de terre,

dans une proportion supérieure de 15 à 20 % à celle de l'an dernier, nous le permettent. La récolte est satisfaisante en Ukraine, dans le Don et dans le Kouban.

Enfin, nous avons signé hier un pacte important qui va lier la Compagnie d'État pour l'exportation des grains à la Centrosoyuz (Union coopérative russe) et l'Arcos (agence d'achat et de vente en Angleterre) aux quatre firmes anglaises : Coopérative Whole Hall Society, Shipton Anderson and Co., Lawrence and Co. Et Furness Withy and Co. M. Wise (c'est l'ancien conseiller de M. Lloyd George embrigadé aujourd'hui par les Soviets) sera un des administrateurs des coopératives russes.

La quantité de grains en question varie entre 30 et 60 millions de pounds, c'est-à-dire 500.000 à 1 million de tonnes. Quoi que les journaux aient pu dire, c'est un crédit de 1.350.000 livres sterling que certains d'entre les « grands cinq » (on nomme ainsi les grandes banques de Londres) sont décidés à nous accorder. Ces crédits sont garantis sur des marchandises chargées à Nikoleïeff et Novorossisk.

L'obstination bolchevique

Il est difficile, on le voit, de trouver dans les paroles du délégué plénipotentiaire de toutes les Bolchevies quelques raisons d'espérer un règlement juste de la question des dettes, condition première de toute conversation avec les gens de Moscou. Une fois de plus, c'est à l'obstination des Soviets que nous nous heurtons, au moment où, de divers côtés, on s'efforce de nous convaincre de la nécessité de renouer des relations avec Moscou.

Un aveu est du moins précieux à retenir et à méditer. Le camarade Rakowski me l'a dit lui-même : les Soviets méprisent par-dessus tout ce qu'ils nomment des arguties juridiques. Ils ne se soucient que de la force. C'est ce qu'il n'est pas sans intérêt de s'entendre répéter par M. Rakowski en personne.

R. L.